

Le 15 Octobre, envoyons le message : Nous ne sommes pas à vendre !

Une ouverture à la concurrence sur le dos des cheminot·e·s !

Avec les informations dont elle dispose aujourd'hui, la fédération SUD-Rail réaffirme que cette ouverture à la concurrence se fera bien au détriment des salarié·e·s et des fonds publics. Les montants annoncés de subventions pour les appels d'offres en cours sont systématiquement supérieurs à ceux d'aujourd'hui tandis que le nombre de cheminot·e·s menacé·e·s par un transfert est quant à lui inférieur à celui aujourd'hui nécessaires pour réaliser le service

**Plus d'argent public pour les actionnaires, moins de salarié·e·s pour le service public...
C'est le premier bilan fait alors que la concurrence n'a pas encore commencé !**

Des patrons et des autorités organisatrices qui jouent la carte du moins-disant social !

On ne sait toujours pas si la SNCF aura recours à des filiales pour répondre à ces appels d'offres, dans un contexte où la continuité de l'application des réglementations SNCF pour les cheminot·e·s transféré·e·s est en jeu. En effet, à ce stade, hormis la rémunération annuelle garantie, il n'y aucune garantie sur tous les autres sujets régis par accords SNCF (*organisation du travail, maintien des contrats à temps-partiel, bonifications traction pour celles et ceux embauché·e·s après 2009, etc ...*).

Il est temps que la direction SNCF tombe le masque sur ses intentions concernant les futurs appels d'offres : filiale avec remise en cause des droits et de la réglementation ou maintien de l'intégralité des droits acquis et de la réglementation !

Les régions sont complices de ce dumping social en imposant la mise en place de structures dédiées où les patrons, même ceux de la SNCF, auraient beau jeu à tirer un trait sur l'existant, pour faire disparaître l'ensemble des acquis des cheminot·e·s et appliquer les accords au rabais signés par la CFDT et l'UNSA dans la branche !

SUD-Rail et les cheminot·e·s revendiquent des garanties de haut niveau social !

Fort des expériences passées, nous ne tomberons pas dans le panneau. Nous exigeons de chaque autorité organisatrice la mise en place de clauses sociales précises et fortes qui garantiront au minimum le même niveau social qu'actuellement. Les cheminot·e·s de la production en territoire n'ont pas vocation à être la chair à canon d'une vaste opération qui vise à tirer toujours plus d'argent public au profit de quelques-uns.

Les patrons et les donneurs d'ordres doivent s'engager sur une absence complète de dumping social et la garantie du maintien de l'ensemble des acquis issus du statut et de la réglementation SNCF, quelle que soit l'entreprise prenante.

CE COMBAT POUR NOS DROITS COMMENCE LE 15 OCTOBRE A LILLE, DEVANT LE CONSEIL REGIONAL !

SOYONS NOMBREUX POUR FAIRE DERAILLER PATRONS ET DONNEURS D'ORDRE QUI VEULENT FAIRE DU DUMPING SOCIAL !

Travailleurs du rail de toute la France, prenez contact avec vos représentant·e·s SUD-Rail pour venir mener cette première bataille, il en va de l'avenir de tous les salarié·e·s du ferroviaire !

